

envoyée ni reçue. Nous enquêtons là-dessus pour nous assurer qu'aucun fonctionnaire et qu'aucun membre du cabinet n'a reçu pareille demande. Je ne suis pas au courant. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures n'a rien reçu. A ma connaissance, aucune demande de ce genre n'a été reçue.

**M. David Lewis (York-Sud):** Le très honorable représentant dirait-il à la Chambre s'il sait que des Américains ont fait une enquête comme celle qu'a mentionnée le chef de l'opposition? Le gouvernement a-t-il cherché à savoir qui faisait ces enquêtes et à quelles fins?

**Le très hon. M. Pearson:** Je ne sais quels Américains auraient enquêté, ni de quelle enquête il s'agit. Je parle de communications officielles entre les deux gouvernements.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. A mon sens, le député n'a pas posé de question mais a fait une déclaration.

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Le premier ministre me dirait-il si le gouvernement canadien a écrit à Washington à cet égard, que ces communications aient été reçues ou non?

**Le très hon. M. Pearson:** A ma connaissance, non. Mais si nous pouvons découvrir quelque chose d'ici demain, qui ajouterait à ce que j'ai dit, j'en informerai les députés. Nous n'avons eu aucun renseignement au sujet d'une requête de ce genre ou au sujet d'un échange de renseignements entre les deux gouvernements ou entre le gouvernement canadien et l'Université américaine.

#### L'OTAN—LA PROPOSITION SUÉDOISE RELATIVE À UN TRAITÉ DE NON-DISSÉMINATION

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le Canada appuie-t-il l'initiative de M<sup>me</sup> Myrdal, porte-parole de la Suède à la conférence des 17 nations sur le désarmement, où elle a demandé aux puissances nucléaires d'abolir l'obstacle principal à un traité de non-dissémination, notamment, les propositions en vue d'une mise en commun des ressources nucléaires au sein de l'OTAN?

**L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, je remercie mon ami de m'avoir prévenu de sa question. Le Canada, il le sait, a examiné de son côté l'accord proposé de non-prolifération des armes nucléaires et il a appuyé l'attitude des puissances de l'Ouest concernant un traité de non-prolifération de ces armes.

[Le très hon. M. Pearson.]

J'ai lu un compte rendu des observations attribuées à M<sup>me</sup> Myrdal, représentante de la Suède, et on me dit que ce compte rendu est inexact et qu'elle n'a pas dit que les ententes sur la mise en commun des ressources nucléaires au sein de l'OTAN font nécessairement obstacle à un tel accord. Selon moi, toute proposition visant à cette mise en commun ne peut nuire à un accord sur la non-prolifération des armes nucléaires.

#### LES RELATIONS OUVRIÈRES

##### L'ONTARIO—DEMANDE D'INTERVENTION DANS LA GRÈVE DES CAMIONNEURS

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Michael Starr (Ontario):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Travail. Où en sont rendues les négociations relatives au différend intéressant les camionneurs en Ontario?

**L'hon. J. R. Nicholson (ministre du Travail):** Les nouvelles ne sont pas très encourageantes, monsieur l'Orateur. A la suite de certains événements qui se sont déroulés en fin de semaine, les pourparlers qui semblaient progresser de façon satisfaisante la semaine dernière ont été rompus. J'attends un autre rapport que j'ai demandé.

**L'hon. M. Starr:** Les progrès n'étant pas satisfaisants, comme le ministre l'admet maintenant, n'offrirait-il pas ses bons offices pour tenter de réconcilier les parties en cause et en arriver à un règlement? La grève se prolonge déjà depuis longtemps et le conflit est manifeste dans bien des cas.

**L'hon. M. Nicholson:** Monsieur l'Orateur, il s'agit d'une grève légale, qui relève des dispositions de la loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends de travail. Quand je recevrai le rapport, je l'examinerai, conformément aux dispositions de la loi, et je ne crois pas qu'il soit opportun de prendre des mesures en ce moment.

#### RADIO-CANADA

##### LA GRÈVE DES AUTEURS ET INTERPRÈTES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Barry Mather (New-Westminster):** Je désire poser une question au secrétaire d'État, en sa qualité de ministre responsable de la radiodiffusion au Canada. Je vois que l'honorable représentante n'est pas à la Chambre en ce moment, mais son secrétaire parlementaire pourrait peut-être tenir ma question pour préavis. Compte tenu du délai de deux semaines